
Note conceptuelle

ADIF 2026: Meilleures pratiques et innovation
pour la création d'emplois en Afrique



Meilleures pratiques et innovation
pour la création d'emplois en Afrique

11-12 JUIN 2026
Centre de conférences des Nations Unies | ADDIS-ABEBA

#ADIF2026



Contexte et justification

L'écosystème du développement africain continue de faire face à un déficit de mise en œuvre persistant, à savoir l'écart entre la recherche appliquée, la conception des politiques et leur mise en œuvre effective. Bien que les données factuelles, les diagnostics et les modèles de bonnes pratiques soient abondants, ils se traduisent rarement par des voies de mise en œuvre évolutives et validées dans leur contexte. Il en résulte des initiatives fragmentées et des occasions manquées en matière d'emploi, de productivité et de transformation inclusive.

Le Forum africain sur l'impact des politiques publiques sur le développement (ADIF), dirigé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), répond directement à ce défi. L'ADIF se positionne comme la plateforme d'action phare de la CEA, intégrée à son architecture de mise en œuvre et complémentaire à la Conférence des ministres (COM), au Forum des entreprises africaines (ABF) et au Forum régional africain sur le développement durable (ARFSD). Alors que ces plateformes se concentrent sur le dialogue politique, le financement ou l'examen des objectifs de développement durable (ODD), l'ADIF se concentre de manière unique sur les voies de mise en œuvre, en proposant un processus structuré en plusieurs étapes qui transforme les données factuelles en actions mesurables.

(Les détails techniques concernant la cartographie de référence, le nouveau format de l'architecture de mise en œuvre de la CEA et les critères d'examen ont été déplacés à l'annexe 1)

Vision, mission et objectifs

L'ADIF est une plateforme de haut niveau conçue pour aider les responsables politiques, les chargés de la mise en œuvre des politiques et les décideurs à mettre en œuvre efficacement les politiques et les stratégies en favorisant la collaboration, l'échange de connaissances, l'apprentissage entre pairs et les actions visant à une mise en œuvre efficace des politiques afin de relever les défis socio-économiques les plus urgents de l'Afrique. Le Forum cherche à combler le fossé entre les connaissances issues de la recherche et les actions ayant un impact concret sur le terrain en mobilisant et

en réunissant un groupe diversifié de parties prenantes des secteurs public et privé.

Vision

Comblent le fossé entre la conception, la mise en œuvre des politiques et leur impact grâce à la collaboration, à la responsabilisation et à un engagement axé sur l'action.

Mission

Une Afrique où les politiques fondées sur des données factuelles se traduisent par des résultats de mise en œuvre significatifs qui conduisent à la création d'emplois, à l'amélioration des moyens de subsistance, à la transformation économique et au développement durable.

► Objectifs principaux

- Générer des solutions axées sur l'action pour l'Afrique, en accord avec l'Agenda 2063, les ODD et le Pacte pour l'avenir.
- Mettre en relation les décideurs politiques, les responsables de la mise en œuvre, les acteurs du secteur privé, les groupes de réflexion, les réseaux de jeunes et les partenaires de développement grâce à une plateforme pratique dédiée à la mise en œuvre.
- Présenter des modèles concrets prêts à être mis en œuvre, des recherches et des bonnes pratiques, et reproduire ce qui fonctionne.
- Soutenir les pays et les partenaires dans la mise en œuvre de projets pilotes et la généralisation des solutions grâce à un suivi technique.

► Cadre et proposition de valeur

L'ADIF s'appuie sur un cadre à quatre piliers dérivés des causes courantes d'échec de la mise en œuvre des politiques, qui transforme ces échecs en opportunités pour créer un impact, guidant ainsi la structure et le déroulement du modèle d'engagement du Forum :

- **Une planification de la mise en œuvre insuffisante due à des attentes trop optimistes** → Adopter dès le départ une approche axée sur la préparation de la mise en œuvre, en s'appuyant sur un état des lieux, et affiner les idées et les solutions grâce au Hackathon sur la stratégie politique.

- **Gouvernance fragmentée et manque de redevabilité** → Renforcer la hiérarchisation des priorités et les processus de mise en œuvre grâce au « compteur de mise en œuvre » et au « tableau de bord de redevabilité ».
- **Compartimentation des politiques et des stratégies** → Promouvoir une collaboration pangouvernementale, multipartite et multisectorielle par le biais de tables rondes de simulation et de sessions thématiques sur les solutions.
- **Économie politique et lacunes contextuelles** → Favoriser l'apprentissage adaptatif et la continuité par le biais de communautés de pratique.

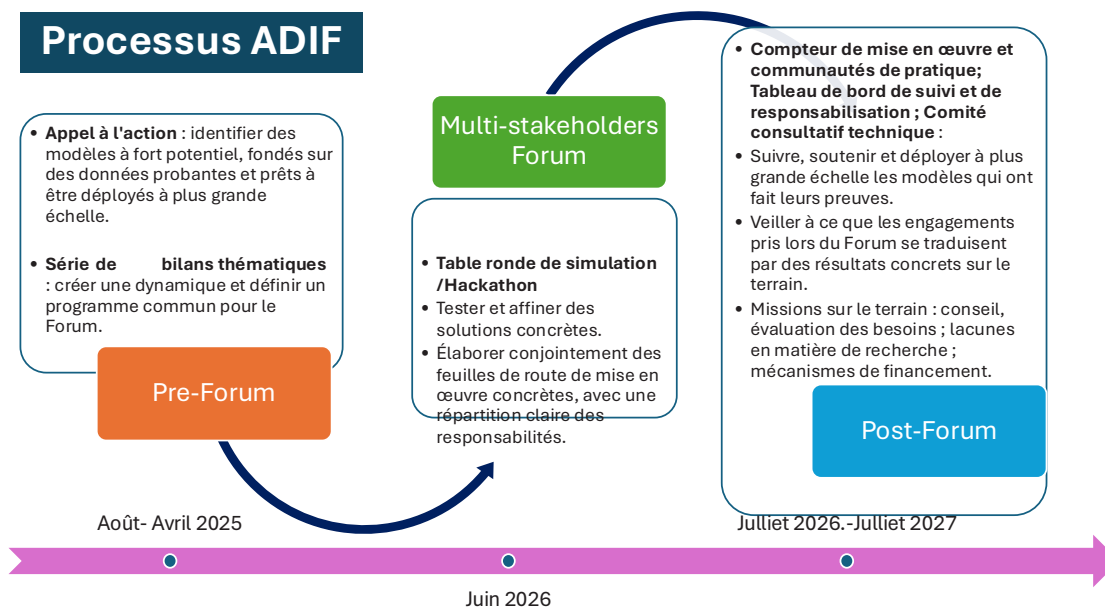
(Les détails techniques concernant le format du cadre du Forum sur l'impact du développement en Afrique et les critères d'évaluation ont été déplacés à l'annexe 2)

► **Ce qui distingue le Forum**

- **Conception axée sur l'action** : axée non seulement sur le dialogue, mais aussi sur l'obtention de résultats tangibles et mesurables grâce à des activités collaboratives et axées sur les résultats.
- **Collaboratif** : cocréer des solutions grâce à des partenariats intersectoriels et à un dialogue multipartite.
- **Approche inclusive et participative des parties prenantes** : tirer parti de la diversité des voix – issues du secteur public et du secteur privé, du monde universitaire, de la jeunesse et des partenaires de développement – pour cocréer des solutions ancrées dans les besoins concrets.

► **Modèle d'engagement en trois étapes**

Le modèle d'engagement en trois étapes est un processus structuré de manière unique et innovante qui maintient l'engagement avant et après l'événement, garantit la dynamique, la continuité, un engagement profond des parties prenantes et la redevabilité. Le modèle facilite un engagement progressif et percutant à travers les étapes suivantes :



Source : Équipe ADIF

1 Étape 1 : Pré-forum : Appel à l'action (CTA) et série de bilans thématiques

Objectif : identifier des modèles et des bonnes pratiques à fort potentiel, fondés sur des données factuelles et prêts à être déployés à grande échelle ; créer une dynamique, recueillir des données factuelles qui cartographient les défis et les opportunités, et définir un programme commun pour le Forum.

- **Défi « Appel à l'action »** : Appel à soumissions ouvertes d'idées, de données factuelles, de modèles ou de défis politiques évolutifs. Les lauréats participent au hackathon du Forum.
- **Webinaires d'état des lieux thématiques** : une série virtuelle de cinq mois présentant des données factuelles, cartographiant les obstacles et mettant en avant des solutions prêtes à être mises en œuvre.

2 Étape 2 : Forum – Hackathon, table ronde de simulation et sessions thématiques sur les solutions

Objectif : cocréer des voies de mise en œuvre claires et concrètes, avec une appropriation claire.

- **Hackathon sur les politiques et stratégies** : les finalistes affinent leurs propositions avec des experts en vue d'éventuels projets pilotes.
- **Tables rondes de simulation** : les parties prenantes testent les voies de mise en œuvre : qui fait quoi, quand et avec quelles ressources.
- **Ateliers thématiques sur les solutions** : sessions dynamiques, orientées vers l'action et la résolution de problèmes, qui rassemblent diverses parties prenantes pour décortiquer les modalités pratiques de la mise en œuvre de solutions en faveur de la création d'emplois. S'appuyant directement sur les webinaires de bilan pré-Forum, ils traduisent les données et les perspectives en un dialogue interactif axé sur les solutions et en mesures concrètes pour l'avenir.

Le Forum sera co-dirigé par une coalition de parties prenantes de toute l'Afrique, renforçant ainsi l'appropriation continentale et la dynamique politique.

3 Étape 3 : Après le Forum – Compteur de mise en œuvre et communautés de pratique

Objectif : veiller à ce que les engagements pris lors du Forum se traduisent par un impact mesurable sur le terrain.

- **Compteur de mise en œuvre** : suit les étapes clés des solutions sélectionnées avec des bilans trimestriels.
- **Tableau de bord de suivi et de responsabilité** : suivi public des engagements.
- **Communautés de pratique** : partage des connaissances et résolution des problèmes entre les États membres et les partenaires tout au long de l'année.

Structure à long terme :

L'ADIF fonctionnera comme une plateforme de partenariat pluriannuelle, favorisant la continuité, l'apprentissage institutionnel et la mise à l'échelle des solutions au-delà de chaque édition annuelle.

(Les descriptions détaillées du défi « appel à l'action », de la série d'états des lieux thématiques, des tables rondes de simulation, des hackathons, du compteur de mise en œuvre et des formats ont été déplacées à l'annexe 3.)

Modèle de parrainage et de partenariat

L'ADIF adopte un modèle de cocréation, dans lequel les sponsors sont des partenaires techniques et stratégiques, et non de simples bailleurs de fonds. Les sponsors jouent un rôle majeur dans l'élaboration, le pilotage et le suivi des solutions. Conçu comme une plateforme multipartite, ce partenariat va au-delà du simple financement d'une réunion pour s'investir dans un écosystème axé sur les résultats, capable d'avoir un impact transformationnel à long terme. Voici comment :

- **Accélérer le changement concret** : passer de la théorie à la pratique en déployant à grande échelle les modèles de mise en œuvre qui fonctionnent.
- **Façonner la trajectoire de développement de l'Afrique** : être à l'avant-garde d'une transition continentale vers une action collaborative et fondée sur des données factuelles.
- **Accéder à un réseau puissant** : entrez en contact avec un groupe trié sur le volet de décideurs politiques africains, de dirigeants du secteur privé et de groupes de réflexion moteurs du changement.
- **Maximiser l'impact et le retour sur investissement (ROI)** : contribuer à un portefeuille évolutif de modèles politiques éprouvés pouvant être reproduits à travers le continent, garantissant ainsi que votre investissement génère des retours multipliés.

Rôle des partenaires experts (groupes de réflexion)

Des groupes de réflexion sélectionnés serviront de partenaire stratégique en matière de données factuelles, en apportant son soutien :

- La conception thématique
- Des contributions analytiques à la série « Stock-Take »
- La facilitation de l'apprentissage par la mise en œuvre
- Un soutien consultatif tout au long du cycle de l'ADIF

Engagement préalable au Forum :

- Définition des enjeux de l'« Appel à l'action », aide à l'identification des thèmes prioritaires et présélection de solutions innovantes pour le Forum.
- Soutenir et coanimer des webinaires thématiques de bilan qui mettent en avant les connaissances et les innovations pratiques en lien avec leurs domaines d'expertise.
- Fournir une expertise technique, un mentorat ou des ressources aux innovateurs ou institutions sélectionnés participant au processus d'appel à l'action.

Pendant le Forum :

- Jouer le rôle de facilitateurs, de panélistes ou de juges lors du Hackathon sur les politiques et stratégies, des tables rondes de simulation et des ateliers thématiques sur les solutions, où les solutions sont affinées pour devenir des initiatives concrètes.
- Présenter les initiatives, les perspectives et les innovations de leur propre institution par le biais de sessions ou d'expositions sous la marque des partenaires, renforçant ainsi l'esprit de collaboration et d'apprentissage.

Engagement après le Forum :

- Rejoindre le comité consultatif technique et la communauté de pratique dirigés par la CEA afin de suivre et de conseiller sur l'avancement des initiatives pilotes sélectionnées issues du Forum.
- Fournir un soutien technique ou financier continu pour déployer à grande échelle des solutions politiques viables et des interventions menées par les communautés.

Forum 2026 : le premier pas vers un changement durable

Thème : Bonnes pratiques et solutions innovantes pour la création d'emplois en Afrique

Dates : 11 et 12 juin 2026

L'Afrique doit créer 15 millions d'emplois par an pour répondre à la demande croissante des jeunes. Malgré quelques poches de dynamisme économique, la création d'emplois reste limitée en raison de la faible productivité de certains secteurs, d'une transformation structurelle insuffisante et d'un inadéquat entre l'offre et la demande de compétences.

Pourtant, des opportunités existent dans l'agriculture, l'industrie manufacturière, les services, l'économie numérique, les chaînes de valeur des minéraux critiques, les emplois verts, les industries créatives et la croissance des micros, petites et moyennes entreprises (MPME). De nombreux modèles de réussite existent, mais ne sont pas reproduits ou déployés à plus grande échelle en raison de difficultés de mise en œuvre.

(L'analyse documentaire sectorielle détaillée, les statistiques et les références figurent désormais à l'annexe 4.)

Objectifs pour 2026

- Animer des sessions interactives sur la création d'emplois en accord avec le Pacte pour l'avenir.
- Partager les résultats de la recherche appliquée et les meilleures pratiques pour relever les défis liés à la création d'emplois décents.
- Formuler des solutions concrètes et évolutives.
- Renforcer la collaboration entre les secteurs public et privé en faveur de l'emploi et de la transformation économique.

Parties prenantes

L'ADIF est conçu comme un forum intersectoriel et multipartite. Les participants visés sont notamment :

- **Parties prenantes cibles** : responsables politiques et décideurs : chefs d'État, ministres et directeurs des finances, du travail, de la jeunesse et de la planification économique ;
- **Groupes de réflexion et universitaires** : groupes de réflexion africains, groupes de réflexion mondiaux, instituts de recherche politique, universités et chercheurs en développement ;
- **Réseaux de jeunesse africains** : syndicats étudiants, pôles d'innovation, leaders de la jeunesse et entreprises sociales ;
- **Dirigeants du secteur privé** : MPME, grandes entreprises, chambres de commerce et investisseurs ;
- **Partenaires régionaux, multilatéraux et de développement** : Organisation internationale du travail (OIT), Banque mondiale, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Commission de l'Union africaine (CUA) ; Banque africaine de développement (BAD) ; Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) ; Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO) ;
- **Bailleurs de fonds philanthropiques et d'impact** : Fondation Mastercard, Fondation Tony Elumelu, Bourse Mo Ibrahim, Open Society Foundation, Fondation Visa, Bloomberg Philanthropies ; Fondation Hewlett, Fondation Gates ;
- **Institutions mondiales de recherche** : Brookings Institution, Université Harvard, Université d'Oxford, Massachusetts Institute of Technology (MIT), etc.
- **Communautés économiques régionales africaines (CER)** : Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), Union du Maghreb arabe (UMA), Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ;
- **Envoyés de la jeunesse des Nations unies et de l'Union africaine**

Résultats attendus

L'ADIF vise à atteindre les objectifs suivants :

- Renforcement de la coordination multipartite pour concevoir, mettre en œuvre et suivre des politiques de création d'emplois fondées sur des données factuelles, innovantes et cohérentes, en phase avec l'Agenda 2063 et les ODD.
- Mise en place de partenariats et mobilisation d'investissements en faveur d'initiatives multipartites évolutives – y compris des collaborations public-privé – visant à soutenir l'emploi des jeunes dans les MPME et les secteurs à forte croissance.
- Co-crédation de modèles prêts à être mis en œuvre et de travaux de recherche destinés à être partagés en vue de leur adoption par des États membres pilotes

Dates et lieu

11 et 12 juin 2026, au siège de la CEA, Addis-Abeba, Éthiopie.

Contacts

Équipe ADIF : eca-adif@un.org

Flavia Ba ; Veronica Masubo ; Mbathio Samb

Annexe

Annexe 1 : Cartographie des forums/ conférences africains existants et de la nouvelle architecture de mise en œuvre de la CEA

Au cours des dernières décennies, l'Afrique a connu une croissance significative de la recherche et de la production de données factuelles menées localement, sous l'impulsion d'un réseau en pleine expansion d'instituts de recherche, de groupes de réflexion et d'experts de premier plan. Dans le domaine socio-économique, cela inclut des institutions de renom telles que la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), le Consortium africain de recherche économique (AERC), le Sommet des think tanks africains organisé par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF), le Centre africain pour la transformation économique (ACET) et l'Institut africain de recherche sur les politiques (APRI), entre autres.

Parallèlement à ces progrès, on a observé une augmentation notable des forums politiques et d'affaires dirigés par des Africains, qui constituent des plateformes essentielles pour l'échange de connaissances, le dialogue et la collaboration entre diverses parties prenantes. La figure 2 ci-dessous présente une cartographie des forums politiques et d'affaires existants dirigés par des Africains, destinés à l'échange de connaissances, au partage d'idées et au réseautage sur les défis et opportunités socio-économiques en Afrique. Cette cartographie nous permet d'identifier les lacunes et de proposer comment Forum africain sur l'impact des politiques publiques sur le développement (ADIF) peut apporter une valeur ajoutée.

Figure 2 : Enseignements tirés des forums et plateformes économiques africains actuels



Source : Équipe de l'ADIF

Cette cartographie répartit les différentes plateformes et forums organisés en quatre sous-objectifs, notamment :

- Les plateformes qui réunissent des délégations de haut niveau et des chefs d'État pour discuter des questions économiques et politiques clés. Il s'agit notamment du Sommet de l'Union africaine (UA) et de la Conférence des ministres de la CEA, qui se tiennent tous deux chaque année.
- Les plateformes qui diffusent les recherches et les données actuelles sur les questions de développement économique et social. Il s'agit notamment de la Conférence économique africaine, du Forum ACET sur la transformation de l'Afrique, de la Journée de la macroéconomie africaine (AMD) organisée chaque année et de la session plénière semestrielle de l'AERC.
- Des plateformes qui sensibilisent aux questions en suspens grâce à l'engagement de la société civile et en les portant à l'attention des gouvernements, des décideurs politiques et des acteurs du changement. Il s'agit notamment du Comité technique spécialisé de l'UA sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, du Forum de la société civile de la BAD, de la Plateforme économique africaine de l'UA et du Forum social africain (ASF).

- d) Des plateformes qui collaborent avec les acteurs du secteur privé et favorisent l'échange de connaissances entre le secteur privé, le secteur public et les bailleurs de fonds. Il s'agit notamment de l'Africa Business Forum, de l'Africa Chief Executive Officer (CEO) Forum, de la CEO Roundtable, du Forum du secteur privé de l'UA et des Assemblées annuelles de la BAD.

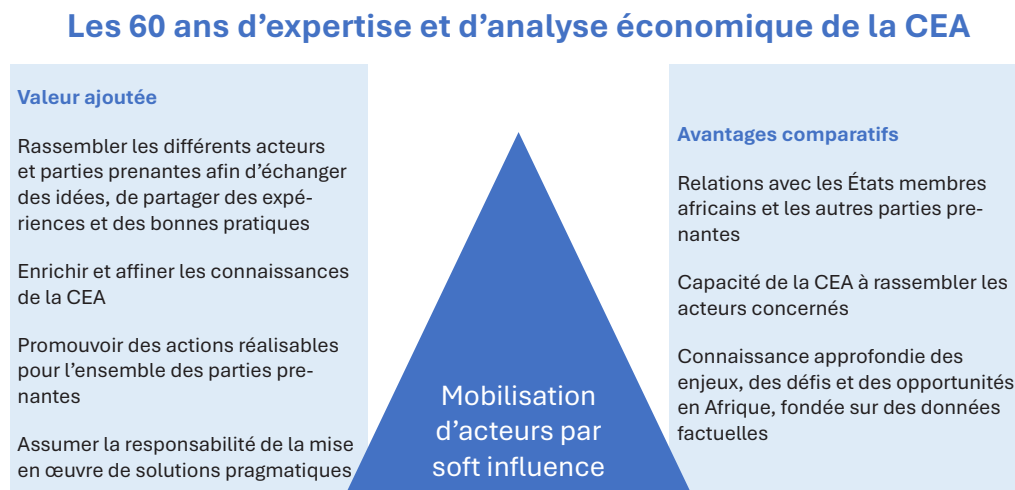
Malgré le développement de la recherche, des plateformes politiques et des instruments politiques menés par l'Afrique, la mise en œuvre des politiques et des stratégies sur le continent reste insuffisante. Il existe un décalage entre les idées et solutions innovantes issues de la recherche appliquée et des données factuelles, d'une part, et la mise en œuvre et les résultats des politiques, d'autre part. Bon nombre des meilleures idées, données factuelles et pratiques exemplaires n'ont pas encore été testées dans le contexte africain, et certaines recommandations politiques fournies aux décideurs ont été recyclées. La recherche de pointe manque de plateformes permettant d'évaluer leur impact et les défis liés à leur mise en œuvre.

L'ADIF est conçu pour combler le fossé entre la recherche appliquée et la mise en œuvre des politiques en Afrique. Il utilise une approche multipartite pour évaluer les succès et les échecs de la mise en œuvre des politiques et s'assurer que la recherche appliquée reflète les meilleures pratiques, les solutions politiques et les modèles de développement de la vie réelle.

Pourquoi la CEA met-elle en place ce nouveau forum régional ?

La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) est particulièrement bien placée pour organiser et diriger le Forum sur l'impact du développement en Afrique (ADIF). Forte de plus de 60 ans de recherche approfondie et d'engagement en faveur du développement socio-économique de l'Afrique, la CEA allie une expertise de fond à la capacité institutionnelle de réunir un large éventail de parties prenantes afin qu'elles dialoguent, s'engagent, partagent et cocréent des solutions concrètes.

Figure 3 : Avantage comparatif et valeur ajoutée de la CEA



Source : Équipe de l'ADIF

Grâce à sa fonction de groupe de réflexion, la CEA renforce son rôle d'institution de référence en matière de conseil politique, d'analyse fondée sur des données factuelles et de soutien à la mise en œuvre. Au fil des ans, la CEA a acquis une connaissance approfondie de la transformation structurelle de l'Afrique et a développé de solides relations de travail avec les gouvernements africains, les organismes régionaux, les acteurs du secteur privé et les partenaires de développement.

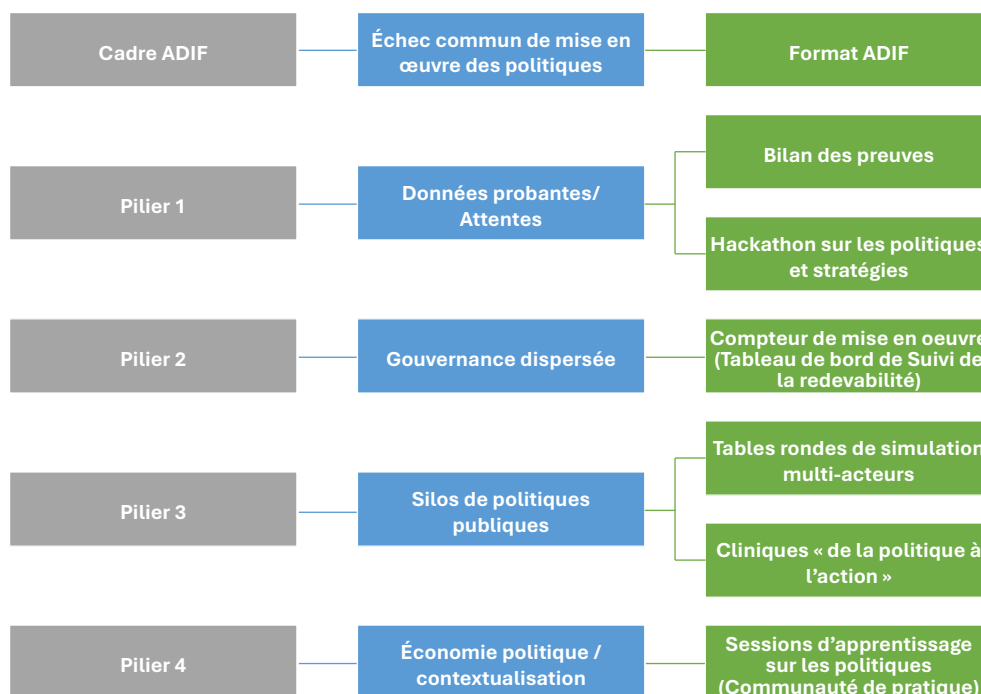
Cet avantage comparatif — qui repose sur la capacité de la CEA à rassembler les acteurs, son influence douce et sa compréhension approfondie du contexte des défis et des opportunités de l'Afrique — fait de la Commission l'hôte tout désigné pour l'ADIF.

La valeur ajoutée de la CEA réside dans sa capacité à rassembler divers acteurs de l'écosystème du développement africain afin d'échanger des idées, de partager des expériences et de favoriser la responsabilisation dans la mise en œuvre de solutions pratiques et fondées sur des données factuelles. Grâce à l'ADIF, la CEA consolidera non seulement sa fonction de production de connaissances et de conseil, mais permettra également aux parties prenantes de passer du dialogue à l'action, en promouvant des initiatives réalisables, coordonnées et à fort impact à travers le continent.

Annexe 2 : Cadre du Forum africain sur l'impact des politiques publiques sur le développement

Peckham et al. (2019)¹ proposent une analyse de la littérature sur les échecs de mise en œuvre des politiques et montrent que la plupart de ces échecs sont dus à quatre facteurs : (1) une planification de la mise en œuvre insuffisante en raison d'attentes trop optimistes ; (2) une gouvernance dispersée due à une faible responsabilisation ; (3) le cloisonnement des politiques et des stratégies, ou le manque de collaboration ; et (4) les perturbations de l'économie politique. S'appuyant sur la littérature relative aux échecs de mise en œuvre des politiques, le Forum africain sur l'impact des politiques publiques sur le développement présente un cadre à quatre piliers qui transforme les échecs courants de mise en œuvre des politiques en opportunités d'impact, guidant ainsi la structure et le déroulement du modèle d'engagement du Forum.

Figure 1 : Cadre de l'Africa Development Impact Forum



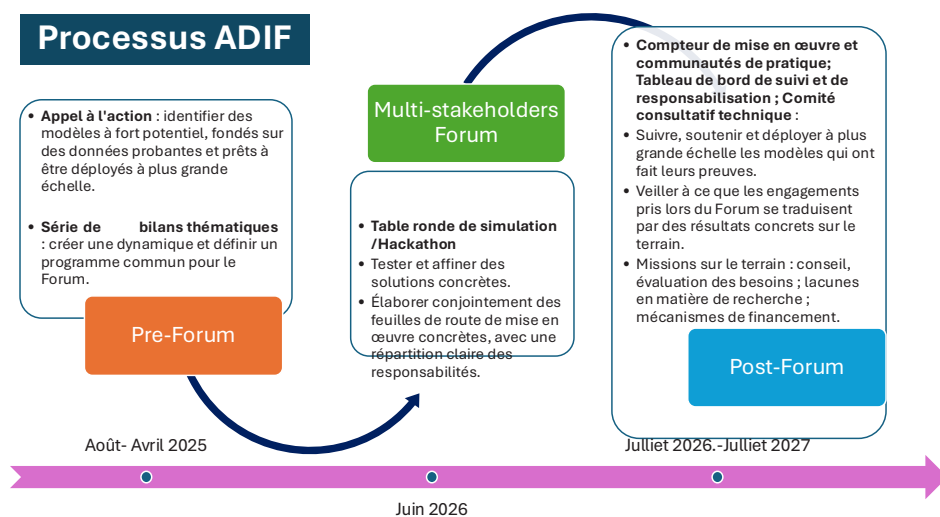
Source : Équipe ADIF

Le cadre du Forum africain sur l'impact des politiques publiques sur le développement est un cadre à quatre piliers qui transforme les échecs courants de la mise en œuvre des politiques en un modèle d'engagement unique et innovant en trois étapes. Le modèle examine les quatre défis pour proposer des solutions sous la forme de modèles d'engagement afin de guider le Forum et les participants dans l'utilisation des données factuelles et des meilleures pratiques pour cocréer des solutions efficaces pour la mise en œuvre des politiques et des stratégies.

- **Pilier 1** : Faiblesse de la planification de la mise en œuvre due à des attentes trop optimistes -> Adopter une approche axée sur la préparation de la mise en œuvre dès le début du processus, avec des discussions de « bilan des données factuelles » et des « hackathons sur les politiques/stratégies ».
- **Pilier 2** : Gouvernance dispersée due à une faible responsabilisation -> Renforcer la hiérarchisation des priorités, clarifier les rôles, le suivi et les voies de mise en œuvre en introduisant le « compteur de mise en œuvre » et le « tableau de bord de suivi et de responsabilisation ».
- **Pilier 3** : cloisonnement des politiques et des stratégies -> pour éliminer les situations où les politiques et les stratégies ne sont ni inclusives ni représentatives, créer des coalitions d'exécution telles que des « tables rondes de simulation multipartites » et des « ateliers de passage de la politique à l'action ».
- **Pilier 4** : Économie politique et contextualisation -> pour réduire les perturbations liées au cycle politique ou le manque de contextualisation des politiques et des stratégies, créer des « communautés de pratique » pour des sessions d'apprentissage des politiques afin d'intégrer des systèmes d'apprentissage, de révision et d'adaptation continus pour maintenir la dynamique.

Annexe 3 : Modèle d'engagement en trois étapes

Le modèle d'engagement en trois étapes est un processus structuré de manière unique et innovante qui maintient l'engagement avant et après l'événement, garantit la dynamique, la continuité, un engagement profond des parties prenantes et la responsabilité. Le modèle facilite un engagement progressif et percutant à travers les étapes suivantes :



Avant le forum : Appel à l'action (CTA) et série de bilans thématiques

Objectif : identifier des modèles et des bonnes pratiques à fort potentiel, fondés sur des données probantes et prêts à être déployés à plus grande échelle ; créer une dynamique, recueillir des données qui cartographient les défis et les opportunités, et définir un programme commun pour le Forum.

L'« Appel à l'action » constitue la première partie de l'engagement pré-Forum ; il s'agit d'un appel ouvert aux particuliers, institutions et réseaux pour qu'ils soumettent des idées innovantes, des modèles politiques, des résultats de recherche ou des défis de développement. L'objectif est de recueillir les idées les plus innovantes et les solutions éprouvées en Afrique, et d'identifier des modèles et des bonnes pratiques à fort potentiel, fondés sur des données probantes et prêts à être déployés à plus grande échelle.

Conformément à des lignes directrices claires, les meilleurs participants auront la possibilité de remporter un prix pour leurs propositions innovantes et seront invités à rejoindre le « Hackathon sur les politiques et les stratégies » afin de débattre de solutions et d'idées orientées vers l'action. Le rôle de la CEA à ce stade de l'engagement est de susciter un sentiment d'urgence chez les participants pour passer à l'action et d'assurer une large diffusion du Forum, dans le but d'obtenir une participation inclusive et bien représentative de toutes les parties prenantes.

La série de webinaires thématiques « Stock-Take » constitue un écosystème pré-Forum dédié à la mise en avant des données factuelles, à l'échange de connaissances et à l'élaboration de l'ordre du jour. Elle s'articule autour d'un dialogue virtuel régulier, étalé sur six mois, portant sur les perspectives, les expériences et les idées innovantes de différentes parties prenantes issues de divers secteurs et régions. Les conversations diffusées en direct permettront de recenser ce qui fonctionne, de diagnostiquer les obstacles persistants et d'identifier des solutions prêtes à être mises en œuvre. La série « Stock-Take » garantira que, d'ici à ce que les parties prenantes se rencontrent en personne, l'ordre du jour soit façonné par des voix diverses et ancré dans les réalités du terrain.

Au Forum : Hackathon politique, tables rondes de simulation et ateliers « De la politique à l'action »

Objectif : co-crée des voies de mise en œuvre claires et concrètes, avec une responsabilité clairement définie.

Le Forum est un processus participatif et dynamique, soigneusement orchestré, qui va au-delà des simples discussions théoriques : des équipes interdisciplinaires composées de décideurs politiques, d'entrepreneurs et d'experts y mettent à l'épreuve et affinent des idées, des solutions et des stratégies en temps réel. Parmi les activités proposées figurent le « Hackathon Politique et Stratégie », les « Ateliers thématiques de solutions » et les « Tables rondes de simulation ».

Le Hackathon sur les politiques et stratégies sera l'occasion pour les participants sélectionnés parmi les propositions soumises à l'« Appel à l'action » de débattre de leurs propositions afin de remporter un prix

et d'avoir la chance de voir celles-ci intégrées dans des politiques et stratégies concrètes.

Les tables rondes de simulation invitent des représentants de différentes parties prenantes à débattre de la gouvernance et de la hiérarchisation des priorités autour d'une étude de cas spécifique de bonnes pratiques, notamment en examinant les questions de savoir qui fait quoi, dans quels délais et avec quelles ressources. Cette session vise à aider à simuler la mise en œuvre pratique de la politique/stratégie proposée lors du Hackathon dans des scénarios concrets.

Les cliniques de solutions thématiques sont des environnements de résolution de problèmes en direct et participatifs, combinant dialogue animé, analyse à réponse rapide et engagement multipartite (décideurs politiques, experts techniques, acteurs du secteur privé, jeunes innovateurs, bailleurs de fonds et partenaires de développement) afin d'examiner les modalités pratiques de la mise en œuvre de solutions de création d'emplois dans chaque domaine thématique. Elles s'inscrivent dans le prolongement naturel de la série de webinaires thématiques de bilan pré-Forum, traduisant les perspectives analytiques, les conclusions diagnostiques et les priorités émergentes identifiées lors des webinaires en dialogues structurés, interactifs et axés sur les solutions.

Le Forum comprend également : des sessions thématiques, destinées à débattre de questions d'actualité pertinentes, notamment les enjeux contextuels et l'économie politique ; des conférences TED Talks, ainsi qu'un salon du savoir, le tout dans le but d'élaborer des politiques et des solutions efficaces, concrètes et axées sur les résultats pour la création d'emplois sur le continent.

Le rôle de la CEA à ce stade de l'engagement est de créer l'écosystème et les formats appropriés pour réunir les parties prenantes à travers le dialogue et des activités, les résultats attendus étant des solutions politiques et stratégiques, des recommandations, des idées et des plans d'action convenus à faire progresser vers le compte de mise en œuvre.

Après le Forum : compteur de mise en œuvre, tableau de bord de suivi et de redevabilité, et communautés de pratique

Objectif : veiller à ce que les engagements pris lors du Forum se traduisent par un impact mesurable sur le terrain.

Le compteur de mise en œuvre est un mécanisme de transparence structuré qui utilise un processus de calendrier physique pour publier les étapes clés en ligne. Il est mis en œuvre à travers des bilans trimestriels visant à soutenir les tests pilotes de solutions/politiques/stratégies sélectionnées, le suivi à mi-parcours, les opportunités de mise à l'échelle et les ajustements de cap, les échanges régionaux d'apprentissage entre pairs et l'examen annuel de l'impact de l'ADIF. Le compteur de mise en œuvre est soutenu par un comité consultatif technique et suit la mise en œuvre et la mise à l'échelle des politiques et solutions sélectionnées via le tableau de bord de suivi et de redevabilité.

Les communautés de pratique constituent également un mécanisme supplémentaire, organisé virtuellement sur une période d'un an, visant à faciliter le partage des enseignements tirés de la mise en œuvre. Les sponsors et les partenaires seront invités à participer au comité consultatif technique et aux communautés de pratique afin de soutenir les projets pilotes, la mise à l'échelle, le suivi et la promotion de la visibilité.

Le rôle de la CEA à ce stade de l'engagement consiste à structurer la gouvernance du comité consultatif technique, à mettre en place le « compteur de mise en œuvre », le tableau de bord de suivi et de responsabilité, ainsi que la communauté de pratique, et à coordonner les parties prenantes et les partenariats afin d'atteindre les objectifs et les résultats souhaités.

Le forum se concentre chaque année sur une question thématique spécifique, couvrant les enjeux de développement macroéconomique et socio-économique auxquels l'Afrique est confrontée et explorant des solutions pour accélérer la croissance inclusive et le développement durable sur le continent. Les questions thématiques des années à venir seront définies de manière à s'articuler avec les thèmes des années suivantes afin de maintenir la continuité du dialogue et du suivi des actions et de la mise en œuvre. Par exemple, deux domaines thématiques qui pourraient se succéder sont la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) et l'industrialisation de l'Afrique.

Annexe 4 : Forum africain sur l'impact des politiques publiques sur le développement - 2026

Le forum se concentre chaque année sur un thème spécifique, couvrant les enjeux de développement socio-économique auxquels l'Afrique est confrontée et explorant des solutions pour accélérer la croissance inclusive et le développement durable sur le continent. Les thèmes des années à venir seront définis de manière à s'articuler avec ceux des années suivantes afin de maintenir la continuité du dialogue et du suivi des actions et de leur mise en œuvre. Par exemple, deux domaines thématiques qui pourraient se succéder sont la ZLECA et l'industrialisation de l'Afrique.

Le Forum africain sur l'impact des politiques publiques sur le développement 2026 sera la première édition, avec un thème centré sur « Les bonnes pratiques et les solutions innovantes pour la création d'emplois en Afrique ». Ce thème répond à l'une des priorités de développement les plus urgentes du continent. L'objectif ultime de l'ADIF 2026 est de catalyser un changement systémique générant des emplois significatifs et des opportunités économiques à travers l'Afrique. L'Afrique doit créer plus de 15 millions d'emplois par an pour répondre à la demande d'emploi des jeunes. L'ADIF relève directement ce défi en :

- Présentant des modèles évolutifs de création d'emplois issus de tous les secteurs et de toutes les régions ;
- Encourageant la conception de politiques fondées sur des données factuelles et s'appuyant sur la recherche appliquée en matière d'emploi ;
- La recherche d'un consensus autour de solutions reproductibles et finançables ainsi que des bonnes pratiques.

L'analyse documentaire complète du contexte sous-jacent au thème de l'ADIF 2026 est disponible dans les documents de synthèse des événements.